Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 16 juin 2005
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Finances publiques : recettes, dépenses et excédent, 2004-2005 2

La hausse des recettes qui s'est produite dans le sillage de la forte croissance économique a fait monter, en 2004-2005, l'excédent consolidé de tous les gouvernements au Canada à son niveau le plus élevé en quatre ans. Le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les administrations locales au Canada, de même que les deux grands régimes de retraite, ont enregistré un excédent combiné de 12,1 milliards de dollars.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, avril 2005 6

L'investissement étranger en titres canadiens a été modeste en avril, les non-résidents en ayant acheté pour une valeur de 230 millions de dollars durant le mois. À l'opposé, les investisseurs canadiens ont continué d'être fortement attirés par les titres étrangers, en ayant acquis pour une valeur de 2,7 milliards de dollars.

Étude : Échanges commerciaux du Canada avec la Chine, 2004 9

Nos importations en provenance de la Chine ont bondi de 29,7 % l'an dernier mais nos exportations vers ce pays ont augmenté encore plus rapidement (+38,8 %), entraînées par les produits chimiques utilisés dans l'industrie chinoise du vêtement.

Voyages entre le Canada et les autres pays, avril 2005 11

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, mai 2005 12

Tuyaux et tubes en acier, avril 2005 13

Fil d'acier et certains produits de fil métallique, avril 2005 13

Nouveaux produits

14

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Communiqués

Finances publiques : recettes, dépenses et excédent

2004-2005

La hausse des recettes qui s'est produite dans le sillage de la forte croissance économique a fait monter, en 2004-2005, l'excédent consolidé de tous les gouvernements au Canada à son niveau le plus élevé en quatre ans.

Le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les administrations locales au Canada, de même que les deux grands régimes de retraite, ont enregistré un excédent combiné de 12,1 milliards de dollars, en hausse de 9,7 milliards de dollars comparativement à l'excédent consolidé de 2003-2004. Par contre, l'excédent de 2004-2005 était bien inférieur au sommet le plus récent de 28,6 milliards de dollars enregistré en 2000-2001.

Les recettes consolidées ont augmenté de 5,8 % en 2004-2005 pour atteindre 530,5 milliards de dollars et 58 % de la progression était attribuable à l'impôt sur le revenu. Les taxes à la consommation ont représenté 18 % de la hausse et elles sont arrivées au deuxième rang pour ce qui est de la contribution à la croissance des recettes.

Parallèlement, les dépenses publiques totales ont atteint 518,4 milliards de dollars, en hausse de 3,9 % par rapport à 2003-2004.

La santé et les services sociaux ensemble ont représenté plus de la moitié (56 %) de l'augmentation de 19,6 milliards de dollars des dépenses. Le service de la dette, qui s'est élevé à 8,8 cents par dollar de recettes publiques, a baissé pour la quatrième année consécutive.

Note aux lecteurs

Dans le cadre de la diffusion des statistiques sur les finances publiques pour l'exercice 2004-2005, les données ont été révisées rétroactivement à 2001-2002. Des données additionnelles concernant le présent communiqué sont offertes dans la publication Statistiques sur le secteur public : supplément*, 2005 (68-213-SIF, gratuite).*

Le Système de gestion financière (SGF) permet une présentation normalisée de la comptabilité publique pour les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales au Canada. Les systèmes comptables des différentes administrations publiques ne sont pas directement comparables en raison des différences de politiques et de structures des administrations publiques proprement dites. Le SGF ajuste les données des comptes publics des administrations publiques et d'autres enregistrements pour produire des données détaillées permettant des comparaisons entre administrations publiques ainsi que des agrégats nationaux compatibles qui sont cohérents dans le temps. Autrement dit, les statistiques basées sur le SGF peuvent ne pas correspondre aux chiffres publiés dans les états financiers des administrations publiques.

Le terme ***consolidation des gouvernements*** *est utilisé pour décrire la consolidation des données financières des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales, ainsi que du Régime de pension du Canada (RPC) et du Régime de rentes du Québec (RRQ). La consolidation est l'agrégation de paliers de l'administration publique après l'élimination du double comptage. Par exemple, sans la consolidation, les transferts fédéraux aux provinces et territoires seraient doublement comptés, d'un côté comme une dépense fédérale, et de l'autre côté lorsque les administrations publiques provinciales et territoriales dépensent cet argent.*

Les données des administrations fédérale, du RPC et du RRQ sont pour les exercices financiers se terminant le 31 mars, les données provinciales et territoriales sont pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars et celles des administrations locales sont pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Toutes les statistiques comprises dans le présent communiqué sont en dollars courants.

Tout l'excédent est encaissé par le gouvernement fédéral et les régimes de retraite

Le gouvernement fédéral et les régimes de retraite du Canada et du Québec ont encaissé la totalité de l'excédent consolidé des gouvernements en 2004-2005, qui était de beaucoup supérieur au déficit enregistré par les provinces, les territoires et les administrations locales ensemble.

L'excédent le plus important a été enregistré par le Régime de pensions du Canada, soit 8,0 milliards de dollars. Il a été suivi de près par le gouvernement fédéral qui, avec 7,8 milliards de dollars, a enregistré son huitième excédent consécutif. Le Régime de rentes du Québec a affiché un excédent de 1,6 milliard de dollars.

Par ailleurs, les gouvernements provinciaux, dans l'ensemble, ont été encore en situation déficitaire, soit de 2,3 milliards de dollars en 2004-2005, malgré une amélioration de 6,1 milliards de dollars de leur équilibre financier par rapport à l'année précédente. Les administrations locales ont affiché un déficit de 3,0 milliards de dollars.

Parmi les provinces, le plus gros excédent (environ 3,5 milliards de dollars) a été enregistré en Alberta en 2004-2005. Cette province était suivie de loin par la Colombie-Britannique, qui a affiché un excédent d'environ 1,3 milliard de dollars.

Le déficit le plus prononcé, soit de 4,7 milliards de dollars, a été enregistré en Ontario, suivi du Québec, qui a enregistré un déficit de 3,0 milliards de dollars.

Les finances publiques au fil des années : d'énormes déficits à de gros excédents

Depuis 15 ans, les gouvernements au Canada sont aux prises avec de nouvelles difficultés économiques et financières. Après avoir subi d'énormes déficits à la fin des années 1980, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont pris des mesures pour redresser la situation par tout un train de compressions financières au début et au milieu des années 1990.

En 1989-1990, le gouvernement fédéral avait un déficit de 28 milliards de dollars, tandis que les provinces et les territoires étaient dans une situation quelque peu moins difficile avec un déficit combiné de 3,1 milliards de dollars. Les administrations locales étaient dans une situation relativement équilibrée.

En 2004-2005, tandis que la situation s'améliorait à l'échelon fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux, dans l'ensemble, se trouvaient encore en situation déficitaire. Au cours de la même période, la situation financière des administrations locales s'est détériorée.

En 1989-1990, les recettes du gouvernement fédéral équivalaient à 18,7 % du produit intérieur brut (PIB), tandis que les dépenses (y compris les transferts à d'autres gouvernements) s'élevaient à 22,9 % du PIB.

Quinze ans plus tard, les recettes fédérales correspondaient à 16,8 % du PIB, soit un léger fléchissement, mais les dépenses fédérales ne correspondaient qu'à 16,2 % du PIB, ce qui équivalait à une baisse plus marquée de 6,7 points de pourcentage.

Au cours de la même période de 15 ans, la part à la fois des recettes et des dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux a fléchi légèrement. Mais, en 2004-2005, leurs dépenses équivalaient à 21 % du PIB, soit encore 5 points de pourcentage de plus que le gouvernement fédéral.

Au cours des 15 dernières années, les gouvernements provinciaux et territoriaux se sont retrouvés avec une part proportionnellement plus élevée des dépenses publiques.

En chiffres absolus, les dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux ont augmenté de 84,5 % au cours des 15 dernières années, soit plus de deux fois le taux de croissance de 38,5 % des dépenses du gouvernement fédéral.

Les recettes proviennent surtout de l'impôt sur le revenu

Les recettes du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et territoriaux proviennent surtout de l'impôt sur le revenu. Mais c'est seulement au gouvernement fédéral que l'impôt en est venu à représenter une plus grande proportion du total des recettes.

En 2004-2005, l'impôt sur le revenu a représenté 61,2 % de toutes les recettes fédérales, par rapport à 56,5 % en 1989-1990. En revanche, il a représenté 26,6 % des recettes des provinces et des territoires en 2004-2005, en baisse par rapport à 28,5 %.

Par ailleurs, la part des taxes à la consommation et des autres taxes a diminué à l'échelon fédéral et a augmenté légèrement pour les provinces et les territoires. Une partie de la progression dans les provinces et les territoires s'explique par les taxes de vente générales, qui ont représenté près de 45 % de l'augmentation totale des taxes à la consommation et des autres taxes.

Administrations publiques consolidées

	1989-1990			2004-2005		
	Fédérale	Prov. et terr.	Locales	Fédérale	Prov. et terr.	Locales
	en %					
Recettes						
Impôts sur le revenu	56,5	28,5	0,0	61,2	26,6	0,0
Taxes à la consommation	23,4	20,7	0,1	21,7	20,9	0,1
Impôts fonciers et impôts connexes	0,0	2,9	41,0	0,0	3,5	40,4
Autres impôts	0,8	4,7	0,7	0,3	6,0	0,7
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	0,0	1,6	0,0	0,0	1,2	0,0
Contributions aux régimes de sécurité sociale	10,4	5,4	0,0	9,7	3,5	0,0
Vente de biens et services	3,2	6,3	12,4	3,1	8,6	15,5
Revenus de placements	4,9	10,0	3,9	3,0	10,3	2,7
Autres recettes de sources propres	0,4	1,3	0,6	0,5	1,8	0,9
Transferts	0,4	18,6	41,3	0,3	17,8	39,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Les paiements de transfert, qui constituent la troisième source de recettes pour les gouvernements provinciaux et territoriaux, ont également diminué par rapport au total des recettes. Toutefois, la proportion des paiements de transfert par rapport au total des recettes progresse sans arrêt depuis 2000-2001, en raison de l'augmentation des contributions fédérales par la voie des paiements pour la santé et pour le transfert social.

À l'échelon local, les taxes foncières ont représenté 40,4 % du total des recettes en 2004-2005, soit la plus grande proportion. Cette proportion est restée essentiellement la même depuis 15 ans, ayant atteint un sommet de 43,4 % en 1997-1998.

Pour ce qui est des dépenses, la part combinée des dépenses pour la santé et les services sociaux a augmenté pour tous les ordres de gouvernement,

compte tenu de l'augmentation de la demande de ces services depuis 15 ans.

En 2004-2005, ces dépenses seules ont représenté plus de 50 % de toutes les dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux. Les dépenses pour l'éducation, qui constituent un autre volet important des dépenses publiques, ont augmenté à l'échelon des provinces et des territoires, mais ont baissé tant pour le gouvernement fédéral que pour les administrations locales.

Les provinces : dépenses pour la santé et les services sociaux et pour l'éducation

Les dépenses des provinces et des territoires ont également évolué depuis 15 ans. Comme la structure des dépenses publiques dans les provinces et les administrations locales varie d'une province à l'autre et à travers le temps, les données provinciales, territoriales et locales consolidées sont utilisées à titre de comparaison.

Il y a 15 ans, à l'échelle nationale, les dépenses pour la santé et les services sociaux représentaient 37,9 % de toutes les dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux et des administrations locales. En 2004-2005, elles en représentaient 42,7 %. Seulement deux provinces étaient au-dessus de la moyenne nationale en 2004-2005, soit le Québec et l'Ontario.

Au cours de la même période, la proportion des dépenses totales pour l'éducation est demeurée constante (22,2 %) à l'échelle nationale. Six provinces étaient au-dessus de la moyenne nationale, soit Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario, la Saskatchewan et l'Alberta.

La part des dépenses pour la santé et les services sociaux a augmenté dans toutes les provinces et dans tous les territoires au cours de la période de 15 ans. La plus forte augmentation proportionnelle s'est produite en Saskatchewan, où elle est passée de 27,9 % à 38,0 %.

Pour ce qui est de l'éducation, l'augmentation proportionnelle la plus marquée des dépenses depuis 15 ans s'est produite en Alberta, où elle est passée de 20,9 % à 25,4 %. La plus forte baisse proportionnelle des dépenses pour l'éducation s'est produite en Ontario, où elle est passée de 24,9 % à 22,6 %.

Pour les administrations provinciales, territoriales et locales, le service de la dette ne représentait que 7,9 cents de chaque dollar dépensé, par opposition à 10,4 cents en 1989-1990. Bien que leurs dettes aient augmenté, la baisse des taux d'intérêts et la croissance des autres dépenses ont fait baisser la taille relative du service de la dette.

Le service de la dette a baissé dans toutes les provinces sauf en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Il faut toutefois interpréter cette situation avec prudence, car certaines provinces empruntent au nom de leurs entreprises publiques.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 385-0001 à 385-0009, 385-0021 à 385-0024 et 385-0027.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1715, 1720, 1731, 1732 et 1735.

La publication *Statistiques sur le secteur publique : supplément*, 2005, (68-213-SIF, gratuite) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Gouvernement*.

Des données peuvent être obtenues sous forme de totalisations spéciales faites sur demande. Pour plus de renseignements sur les produits et les services, communiquez avec Jo-Anne Thibault au (613) 951-0767 (*jo-anne.thibault@statcan.ca*), Division des institutions publiques.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Claude Vaillancourt au (613) 951-1820, Division des institutions publiques.

□

Administrations publiques consolidées provinciales, territoriales et locales

	Santé et services sociaux	Education	Transport et communication	Autres	Service de la dette	Dépenses totales	Santé et services sociaux	Education	Transport et communication	Autres	Service de la dette	Dépenses totales
	1989-1990						2004-2005					
	en %											
Canada	**37,9**	**22,3**	**7,3**	**22,1**	**10,4**	**100,0**	**42,7**	**22,2**	**5,9**	**21,3**	**7,9**	**100,0**
Terrne-Neuve-et-Labrador	30,6	26,4	8,7	19,1	15,3	100,0	40,2	25,0	7,3	17,3	10,1	100,0
Île-du-Prince-Édouard	30,8	23,6	9,5	24,2	11,8	100,0	37,7	23,0	7,5	23,5	8,3	100,0
Nouvelle-Écosse	33,3	22,1	6,6	25,7	12,4	100,0	40,1	23,9	4,5	18,2	13,3	100,0
Nouveau-Brunswick	38,6	21,9	9,5	18,1	11,9	100,0	40,0	19,9	7,8	18,5	13,8	100,0
Québec	39,6	20,7	6,9	22,3	10,4	100,0	44,3	20,4	5,6	21,4	8,4	100,0
Ontario	40,6	24,9	6,4	19,9	8,2	100,0	43,6	22,6	5,5	20,2	8,1	100,0
Manitoba	32,4	20,0	6,6	22,4	18,6	100,0	41,3	21,9	5,6	19,0	12,2	100,0
Saskatchewan	27,9	19,2	6,4	29,4	17,2	100,0	38,0	23,1	6,9	24,1	8,0	100,0
Alberta	34,5	20,9	9,4	25,7	9,6	100,0	41,0	25,4	7,1	23,3	3,2	100,0
Colombie-Britannique	38,8	20,9	9,0	20,6	10,7	100,0	42,4	22,1	5,7	22,6	7,2	100,0
Yukon	17,0	19,0	21,9	40,9	1,2	100,0	26,9	16,5	15,2	40,9	0,5	100,0
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	23,1	17,3	5,9	51,9	1,8	100,0	31,2	18,7	7,2	41,1	1,7	100,0

■

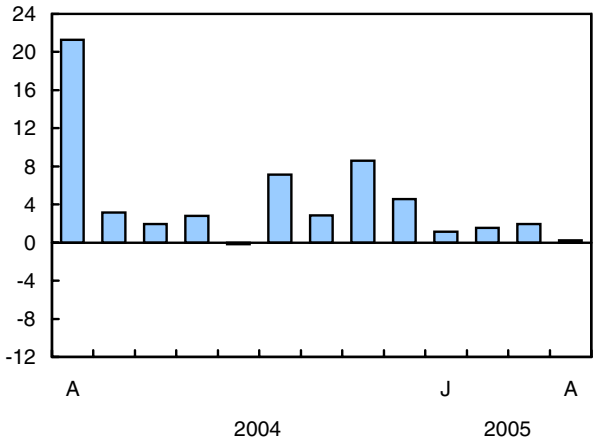
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Avril 2005

L'investissement étranger en titres canadiens a été modeste en avril, les non-résidents en ayant acheté pour une valeur de 230 millions de dollars durant le mois. Il s'agissait d'un net recul par rapport aux acquisitions de 2,0 milliards de dollars faites le mois précédent et du plus faible investissement depuis août 2004.

Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes*

En milliards de dollars



* Incluent les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire.

À l'opposé, les investisseurs canadiens ont continué d'être fortement attirés par les titres étrangers, en ayant acquis pour une valeur de 2,7 milliards de dollars. La majorité des achats du mois portait de nouveau sur des obligations étrangères.

Les avoirs étrangers en actions canadiennes demeurent stables

L'investissement en actions canadiennes a été faible en avril, les investisseurs étrangers s'en étant procuré pour seulement 101 millions de dollars, en baisse marquée par rapport aux achats de 2,2 milliards de dollars faits en mars. Les acquisitions faites durant le mois étaient entièrement imputables à un nombre de placements mineurs d'actions canadiennes sur les marchés étrangers de même qu'à quelques petites acquisitions de compagnies étrangères par des firmes canadiennes. Le total de ces transactions s'est élevé à 219 millions de dollars au cours du mois.

Ces acquisitions ont été compensées en partie par la vente d'émissions en circulation d'un montant de 118 millions de dollars. Bien que de janvier à avril, les investisseurs étrangers aient été des acheteurs nets d'actions canadiennes en circulation, avril a été le deuxième mois consécutif et le troisième depuis janvier au cours duquel les investisseurs étrangers ont vendu certains de leurs avoirs. De janvier à avril, les ventes d'émissions en circulation ont surtout porté sur les actions de sociétés du secteur des services financiers. Le cours des actions canadiennes a reculé pour le deuxième mois d'affilée en avril, l'indice composite S&P/TSX ayant perdu 2,5 % pour atteindre 9 369,3, ce qui représentait sa plus forte baisse depuis avril de l'an dernier.

Renseignements complémentaires concernant les marchés financiers

*En avril, la différence entre les **taux d'intérêt** à court terme canadiens et américains a continué de s'accentuer en faveur des investissements aux États-Unis. Les taux canadiens ont diminué de neuf points de base pour se situer à 2,45 %, tandis que les taux américains ont progressé de quatre points de base pour atteindre 2,78 %.*

Entre-temps, la différence entre les taux d'intérêt à long terme canadiens et américains a diminué par rapport au mois précédent. Les taux canadiens ont perdu 25 points de base pour se situer à 4,14 %, tandis que les taux américains ont fléchi de 31 points de base pour atteindre 4,25 %. Continuant de favoriser l'investissement aux États-Unis, cette différence s'est rétrécie à 11 points de base.

*Le **cours des actions** canadiennes a reculé pour le deuxième mois consécutif, l'indice composite S&P/TSX ayant perdu 2,5 % pour atteindre 9 369,3, soit sa plus forte baisse depuis avril de l'an dernier. Le cours des actions américaines a également accusé un repli, l'indice composite Standard and Poor's ayant reculé de 2 % pour terminer le mois à 1 156,8.*

*Le **dollar canadien** s'est fortement déprécié en avril, ayant enregistré une perte de 3,21 cents américains et clôturé le mois à 79,46 cents américains. Ce recul était le plus élevé depuis avril 2004.*

Définitions

Les séries sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions, obligations et en instruments (ou effets) du marché monétaire (canadiens et étrangers).

*Les **actions** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les bons de souscription.*

*Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.*

*Les **obligations** ont une échéance de plus d'une année.*

*Les **investissements du marché monétaire** ont une échéance d'une année ou moins.*

Les investisseurs étrangers réduisent leurs avoirs d'obligations canadiennes

En avril, l'investissement étranger en obligations canadiennes a été relativement faible. Les investisseurs non résidents en ont vendu pour 301 millions de dollars, après en avoir acheté pour 412 millions de dollars le mois précédent. En avril, les ventes ont surtout porté sur des émissions du gouvernement fédéral, les investisseurs étrangers en ayant cédé pour une valeur de 628 millions de dollars, tandis que leurs avoirs étrangers dans la plupart des autres secteurs ont progressé. Il s'agissait du troisième mois consécutif au cours duquel les investisseurs étrangers ont réduit leurs avoirs en obligations du gouvernement fédéral. De fait, les investisseurs étrangers ont été relativement constants dans la vente d'émissions du gouvernement fédéral. Au cours de la dernière année, leurs ventes se sont élevées à près de 4,0 milliards de dollars, alors que les avoirs étrangers dans presque tous les autres secteurs ont augmenté.

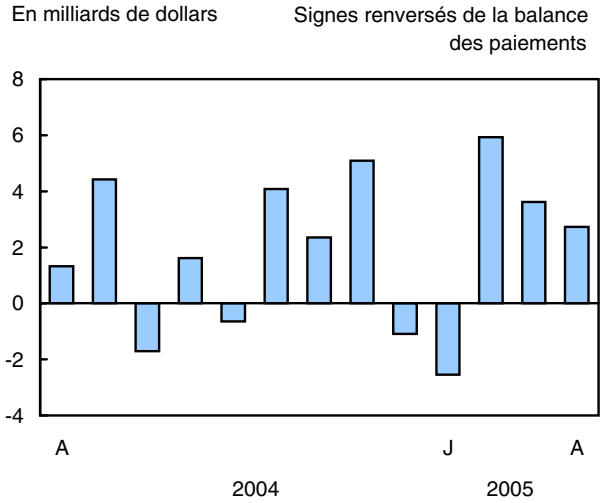
La réduction des avoirs en obligations canadiennes survenue en avril était attribuable principalement aux investisseurs américains, qui en ont vendu pour une valeur de 2,8 milliards de dollars. Toutefois, les achats provenant d'autres pays ont en partie compensé ce mouvement, particulièrement des acquisitions faites en Europe et au Japon. L'investissement de 1,1 milliard de dollars en obligations canadiennes fait par les investisseurs japonais a été le plus élevé depuis mai 2003. Sur le plan des devises, presque toutes les ventes d'obligations canadiennes étaient libellées en dollars canadiens.

Entre-temps, les investisseurs non résidents ont augmenté leurs avoirs en instruments du marché monétaire canadien de 430 millions de dollars. En avril, les achats ont porté entièrement sur des émissions d'entreprises publiques fédérales, dans lesquelles les non-résidents ont investi 1,1 milliard de dollars, soit le plus important fait dans ce secteur depuis novembre 1998. Tous les autres secteurs ont enregistré une baisse des avoirs étrangers durant le mois.

Les investisseurs canadiens accroissent de nouveau leurs avoirs en titres étrangers

Les investisseurs canadiens ont continué à opter fortement pour les titres étrangers en avril. Ils en ont obtenu pour une valeur de 2,7 milliards de dollars durant le mois et ont été encore une fois relativement actifs sur le marché obligataire étranger. Plus des trois quarts (2,2 milliards de dollars) de leur investissement total ont été consacrés aux obligations étrangères, toutes les acquisitions ayant porté sur des obligations américaines, et surtout des obligations du Trésor américain. Les Canadiens ont procédé à un léger désinvestissement d'obligations outre-mer durant le mois.

Investissements canadiens de portefeuille en valeurs mobilières étrangères*



* Incluent les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire.

En avril, les Canadiens se trouvent donc à avoir investi dans des obligations étrangères pour le huitième mois consécutif. Les achats ont totalisé 17,5 milliards de dollars durant cette période, la majorité de l'investissement ayant porté sur des émissions du gouvernement américain et d'autres émissions américaines, comparativement à 3,1 milliards de dollars au cours de la même période l'an dernier.

Les investisseurs canadiens ont également acheté pour 634 millions de dollars d'actions étrangères en avril. La grande majorité de l'investissement a porté sur des obligations d'outre-mer, dans lesquelles les Canadiens ont investi 579 millions de dollars, ce qui représentait un sommet depuis novembre 2003. Il y a eu un léger désinvestissement de 82 millions de dollars d'instruments du marché monétaire étranger. L'acquisition d'instruments du marché monétaire d'outre-mer a été amplement compensée par la vente d'effets à court terme américains.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0018 à 376-0029, 376-0042, 376-0058 et 376-0063.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1532, 1534, 1535 et 1537.

Le numéro d'avril 2005 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XIF, 15 $ / 142 $) paraîtra sous peu.

Les données de mai sur les opérations internationales du Canada en valeurs mobilières seront diffusées le 18 juillet.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-1855 (*infobalance@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Théberge au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Janvier 2005	Février 2005	Mars 2005	Avril 2005	Janvier à avril 2004	Janvier à avril 2005
	en millions de dollars					
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	**1 137**	**1 531**	**1 962**	**230**	**24 642**	**4 860**
Obligations (nettes)	598	- 90	412	- 301	2 647	620
Émissions en circulation	1 609	-1 270	-1 925	- 493	1 920	-2 079
Nouvelles émissions	157	5 292	4 382	732	10 250	10 563
Remboursements	-1 849	-4 168	-2 029	- 973	-10 637	-9 019
Changement aux intérêts à payer[1]	681	57	- 16	433	1 114	1 155
Instruments du marché monétaire (nets)	33	- 486	- 616	430	-3 365	- 639
Gouvernement du Canada	- 375	- 103	638	- 284	-2 894	- 123
Autres	408	- 383	-1 255	714	- 470	- 515
Actions (nettes)	505	2 107	2 166	101	25 359	4 879
Émissions en circulation	- 458	2 724	- 406	- 118	8 069	1 742
Autres transactions	963	- 617	2 571	219	17 290	3 137
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	**2 552**	**-5 937**	**-3 613**	**-2 719**	**-4 668**	**-9 715**
Obligations (nettes)	- 726	-1 999	-2 856	-2 166	-3 960	-7 748
Actions (nettes)	3 038	-3 598	- 525	- 634	- 225	-1 719
Instruments du marché monétaire (nets)	241	- 340	- 231	82	- 483	- 248

1. Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Note: *Un signe négatif (-) indique une sortie de capitaux du Canada, c'est-à-dire un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.*

■

Étude : Échanges commerciaux du Canada avec la Chine

2004

Selon une nouvelle étude, le Canada a été l'un des rares pays dont les exportations vers la Chine ont crû plus rapidement que les importations l'an dernier.

En 2004, le Canada a exporté pour plus de 6,6 milliards de dollars de marchandises au géant asiatique, ce qui représentait un accroissement de 38,8 %. Les importations du Canada en provenance de la Chine ont augmenté de 29,7 % pour atteindre presque 24,1 milliards de dollars. Selon le rapport qui paraît aujourd'hui dans *L'observateur économique canadien*, la Chine est maintenant le deuxième plus important partenaire commercial du Canada derrière les États-Unis.

Depuis 1990, les importations du Canada en provenance de la Chine ont augmenté à un taux moyen de 22,8 %, tandis que la croissance des exportations a été en moyenne de 12,5 %.

Au premier trimestre de cette année, les exportations à destination de la Chine ont crû de 20 % par rapport au premier trimestre de 2004, alors que les importations en provenance de ce pays ont augmenté de 30 %.

L'an dernier, la Chine a repoussé en troisième et quatrième place le Japon et le Mexique comme fournisseurs d'importations du Canada pour se retrouver derrière les États-Unis.

La composition de nos importations en provenance de la Chine a changé de façon marquée. Au début de 2004, pour la première fois, nos importations de machines et de matériel étaient supérieures à nos importations de biens de consommation (comme les vêtements). Au premier trimestre de 2005, les importations de machines et d'équipements dépassaient de 20 % les importations de biens de consommation. Plus de la moitié de la croissance en 2004 était attribuable aux ordinateurs et au matériel de télécommunication.

Nos importations de biens industriels ont également augmenté de façon marquée l'an dernier. La progression de 1 milliard de dollars était en grande partie attribuable aux produits pétrochimiques et aux plastiques, ainsi qu'au fer, à l'acier et à l'aluminium.

Le secteur de l'automobile, notamment les pièces, constituait le quatrième groupe d'importation le plus important et celui qui s'est le plus accru l'an dernier. Nos importations automobiles, en particulier de moteurs et de pièces, ont fortement augmenté alors qu'elles étaient pratiquement nulles il y a dix ans.

Le Canada et l'Australie étaient les seuls pays importants de l'OCDE à avoir enregistré une progression supérieure à la moyenne de leurs exportations vers la Chine, ce qui traduisait leur orientation vers les ressources.

En 2004, la croissance des exportations de biens industriels (+66 %) a représenté la plus forte de la décennie. Ces livraisons étaient minimes auparavant. Elles ont encore augmenté de 57 % au premier trimestre de 2005 par rapport à un an plus tôt.

Les produits chimiques organiques et les métaux et minéraux sont arrivés en première place des exportations de biens industriels et représentaient presque le tiers de nos exportations totales vers la Chine en 2004. L'éthylène glycol a connu une croissance phénoménale puisqu'il est utilisé dans l'industrie du textile et des vêtements en Chine.

L'accroissement rapide de l'économie chinoise a engendré de grands besoins dans le secteur de la manutention et du transport des biens et de la production d'énergie. Ces secteurs accaparaient plus d'un quart de l'investissement en Chine.

Les exportations d'énergie à destination de la Chine ont doublé l'an dernier. Le charbon représentait deux tiers de la consommation d'énergie en Chine. La consommation de charbon a augmenté de 12 % en 2004 uniquement.

Cette croissance devrait se poursuivre à un taux rapide en 2005 alors que l'offre de charbon restera encore sous pression d'ici à ce qu'un certain nombre de nouvelles mines commencent à être exploitées au cours des prochaines années.

Il est également démontré dans la présente étude que l'investissement direct demeure minimal, dans une direction comme dans l'autre, bien que les entreprises canadiennes soient plus actives en Chine que les entreprises chinoises ne le sont au Canada.

Nos domaines de spécialisation, soit les ressources naturelles et les finances, jouent un grand rôle dans l'investissement des entreprises canadiennes en Chine. Il s'agit d'un grand contraste par rapport aux entreprises américaines et asiatiques qui déménagent souvent des usines dans ce pays.

L'étude spéciale «Échanges commerciaux du Canada avec la Chine» est maintenant accessible gratuitement en ligne. Elle paraît aussi dans le numéro en ligne de juin 2005 de *L'observateur économique canadien*, vol. 18, nº 6 (11-010-XIB, 19 $ / 182 $) qui est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. La version mensuelle imprimée de *L'observateur économique canadien*, vol. 18, nº 6 (11-010-XPB, 25 $ / 243 $) paraîtra le 23 juin.

Pour plus de renseignements sur *L'observateur économique canadien*, à partir de la page *Le Canada en statistiques*, choisissez *Comptes nationaux*. Sur cette page, cliquez sur la publicité de *L'observateur économique canadien*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627 (*oec@statcan.ca*), Groupe de l'analyse de conjoncture. ■

Voyages entre le Canada et les autres pays

Avril 2005

Le nombre de voyages des Canadiens vers les pays d'outre-mer a atteint un autre sommet en avril. Jusqu'à présent, 2005 a été une excellente année pour les Canadiens voyageant vers des destinations outre-mer, trois sommets mensuels ayant été atteint depuis le début de l'année.

Les résidents canadiens ont effectué un nombre estimatif de 523 000 voyages vers les pays d'outre-mer en avril, en hausse de 0,6 % par rapport au sommet atteint en mars. (À moins d'avis contraire, les données sont désaisonnalisées).

Malgré ce gain, le nombre de voyages des Canadiens à l'étranger a enregistré une baisse de 1,3 % pour s'établir à 3,7 millions de voyages en avril, alors que les voyages vers les États-Unis ont diminué pour la première fois depuis janvier.

Plus de 3,1 millions de Canadiens ont voyagé au sud de la frontière en avril, en baisse de 1,6 % par rapport au mois précédent. Une diminution du nombre de voyages de même jour en automobile et du nombre de voyages avec nuitées a contribué à cette baisse.

Le nombre de voyages de même jour en automobile aux États-Unis a chuté pour la première fois depuis janvier, alors que 1,8 million de Canadiens ont effectué ce genre de voyages en avril. Il s'agissait d'une baisse de 1,7 % par rapport à mars.

Le nombre de voyages avec nuitées aux États-Unis a diminué de 1,1 % pour s'établir à 1,2 million, soit le premier déclin depuis septembre 2004. Cette baisse était le résultat d'une chute de 2,6 % des voyages en automobile, qui a plus que contrebalancé l'augmentation du nombre de voyages en avion et par d'autres moyens de transport. Le nombre de voyages avec nuitées en avion vers les États-Unis a atteint 430 000, soit son niveau le plus élevé en plus de quatre ans.

En avril, les voyages vers le Canada ont augmenté de 0,5 % pour atteindre 3,2 millions, à la suite d'augmentations du nombre de voyages en provenance des États-Unis et des pays d'outre-mer.

Les résidents américains ont effectué près de 2,8 millions de voyages au Canada, en hausse de 0,4 % par rapport à mars. Les Américains voyageant en automobile ont effectué plus de voyages de même jour mais moins de voyages avec nuitées. Ceci dit, les voyages de même jour en automobile ont augmenté de 0,5 % pour atteindre 1,4 million tandis que les voyages avec nuitées en automobile ont diminué de 0,2 % pour s'établir à 757 000.

Le nombre de voyages avec nuitées en avion en provenance des États-Unis a diminué pour un troisième mois consécutif en avril, ayant atteint 327 000 voyages. Malgré la baisse du nombre de voyages avec nuitées en automobile et en avion, les voyages avec nuitées des États-Unis ont augmenté de 0,4 % à la suite d'un gain de 6,7 % du nombre de voyages par d'autres moyens de transport.

Le nombre de voyages au Canada en provenance des pays d'outre-mer a atteint 384 000 en avril. Cette augmentation de 1,6 % était la cinquième consécutive à ce chapitre. Hong-Kong (+15,1 %) et la Chine (+12,2 %) ont enregistré les gains les plus importants tandis que les voyages en provenance des Pays-Bas ont diminué de 14,6 %.

Le Royaume-Uni est demeuré le marché d'outre-mer le plus important, malgré une chute de 14,3 % du nombre de voyages au Canada.

De mars à avril, le dollar canadien a augmenté en valeur par rapport au yen japonais et à l'euro mais a baissé en valeur par rapport au dollar américain et à la livre anglaise.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 427-0001 à 427-0006.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5005.

Nota : Les données selon la durée (même jour ou une nuit ou plus) pour les résidents des États-Unis entrant par avion commercial, par train, par bateau commercial ou par d'autres moyens (par exemple, à pied ou à motocyclette), ainsi que toutes les agrégations de ces séries non désaisonnalisées ont été révisées pour chaque mois du troisième trimestre de 2004.

Les données selon la durée (même jour ou une nuit ou plus) pour les résidents canadiens revenant des États-Unis par avion commercial, par avion privé, par train, par bateau commercial, ou par d'autres moyens (par exemple, à pied ou à motocyclette), ainsi que toutes les agrégations de ces séries non désaisonnalisées ont été révisées pour chaque mois du troisième trimestre de 2004.

Le numéro d'avril 2005 de *Voyages internationaux, renseignements préliminaires*, vol. 21, nº 4 (66-001-PIF, 7 $ / 59 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour des renseignements généraux, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (*cult.tourstats@statcan.ca*). Télécopieur : (613) 951-9040. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Desjardins au (613) 951-1781 (*eric.desjardins@statcan.ca*), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. □

Voyages entre le Canada et les autres pays

	Mars 2005[r]	Avril 2005[p]	Mars à avril 2005	Avril 2005	Avril 2004 à avril 2005
	données désaisonnalisées			données non désaisonnalisées	
	en milliers		var. en %	en milliers	var. en %
Voyages des Canadiens à l'étranger[1]	**3 722**	**3 673**	**-1,3**	**3 684**	**2,9**
Vers les États-Unis	3 202	3 149	-1,6	3 081	0,9
Vers les autres pays	520	523	0,6	603	14,7
Voyages de même jour en automobile aux États-Unis	1 871	1 838	-1,7	1 789	0.5
Total des voyages d'une nuit ou plus	1 781	1 770	-0,6	1 850	5,6
États-Unis[2]	1 261	1 247	-1,1	1 247	1,7
Automobile	730	710	-2,6	657	-4,5
Avion	426	430	1,0	504	11,9
Autre moyen de transport	105	106	0,9	86	-1,8
Autres pays[3]	520	523	0,6	603	14,7
Voyages au Canada[1]	**3 146**	**3 163**	**0,5**	**2 360**	**-7,3**
En provenance des États-Unis	2 768	2 779	0,4	2 107	-8,5
En provenance des autres pays	378	384	1,6	253	3,8
Voyages de même jour en automobile des États-Unis	1 439	1 446	0,5	1 218	-7.6
Total des voyages d'une nuit ou plus	1 593	1 609	1,0	1 051	-7,1
États-Unis[2]	1 232	1 237	0,4	806	-10,0
Automobile	758	757	-0,2	486	-13,9
Avion	330	327	-0,8	245	-5,7
Autre moyen de transport	144	153	6,7	76	5,5
Autres pays[3]	361	372	3,0	244	3,8
Principaux marchés d'outre-mer[4]					
Royaume-Uni	78	67	-14,3	47	-4,5
Japon	41	41	1,3	30	20,1
France	32	31	-0,9	20	12,6
Allemagne	28	29	2,8	15	-0,9
Mexique	18	18	0,5	11	-26,7
Corée du Sud	17	17	1,2	13	12,5
Australie	16	17	3,9	10	14,4
Hong-Kong	10	11	15,1	6	-10,3
Chine	9	10	12,2	7	16,3
Pays-Bas	11	9	-14,6	5	-2,6
Italie	9	9	2,9	5	18,5
Taïwan	9	9	-1,8	7	-11,7

r *Données révisées.*
p *Données provisoires.*
1. *Les totaux dépassent la somme des données sur les voyages de même jour en automobile et le total des voyages d'une nuit ou plus parce qu'ils comprennent l'ensemble des voyages de même jour.*
2. *Les estimations pour les États-Unis comprennent les entrées par automobile et par autobus, et des estimations pour les arrivées par avion, par train, par bateau et par d'autres moyens.*
3. *Les données pour les autres pays n'excluent que les entrées du même jour par voie terrestre via les États-Unis.*
4. *Incluent les voyages de même jour et les voyages d'une nuit ou plus.*

■

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction

Mai 2005

L'indice total des taux de salaires syndicaux dans la construction (y compris les suppléments) pour le Canada a augmenté de 1,2 % en mai pour atteindre 131,4; il était de 129,9 en avril (1992=100). L'indice composite a augmenté de 2,1 % par rapport à l'indice de mai 2004.

Les taux de salaires syndicaux sont publiés pour 16 métiers dans 20 régions métropolitaines tant pour les taux de base que pour les taux incluant certains paiements supplémentaires. Des indices (1992=100) sont calculés pour les mêmes régions métropolitaines et sont publiés pour celles où une majorité des métiers est couverte par les conventions collectives actuelles.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 327-0003 et 327-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2307.

Le numéro du deuxième trimestre de 2005 de *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XPB, 26 $ / 85 $) paraîtra en septembre.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 (*infounit@statcan.ca*) ou avec Louise Chaîné au (613) 951-3393, Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539. ■

Tuyaux et tubes en acier

Avril 2005

Il est maintenant possible d'obtenir les données d'avril sur la production et les livraisons de tuyaux et de tubes en acier.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0046.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2105.

Le numéro d'avril 2005 de la publication *Acier, produits tubulaires et fil d'acier*, (41-019-XIF, 6 $ / 51 $) paraîtra sous peu.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Fil d'acier et certains produits de fil métallique

Avril 2005

Il est maintenant possible d'obtenir les données d'avril sur la production de fil d'acier et de certains produits de fil métallique.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0047.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2106.

Le numéro d'avril 2005 de la publication *Acier, produits tubulaires et fil d'acier* (41-019-XIF, 6 $ / 51 $) paraîtra sous peu.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

L'observateur économique canadien, juin 2005, vol. 18, nº 6
Numéro au catalogue : 11-010-XIB (19 $/182 $).

Ventes de véhicules automobiles neufs, avril 2005, vol. 77, nº 4
Numéro au catalogue : 63-007-XIF (14 $/133 $).

Importations par marchandise, avril 2005, vol. 62, nº 4
Numéro au catalogue : 65-007-XPB (84 $/828 $).

Importations par marchandise, avril 2005, vol. 62, nº 4
Numéro au catalogue : 65-007-XMB (40 $/387 $).

Voyages internationaux, renseignements préliminaires, avril 2005, vol. 21, nº 4
Numéro au catalogue : 66-001-PIF (7 $/59 $).

Statistiques sur le secteur public : supplément, 2005
Numéro au catalogue : 68-213-SIF
(gratuit).

Série de documents de recherche - Revenu : Enquête sur la dynamique du travail et du revenu : composante entrée-sortie de l'interview sur le travail de janvier 2004 et de l'interview sur le revenu de mai 2004, 2003, nº 5
Numéro au catalogue : 75F0002MIF2005005
(gratuit).

Série de documents de recherche - Revenu : Enquête sur la dynamique du travail et du revenu : questionnaire de l'interview préliminaire de janvier 2004, 2003, nº 6
Numéro au catalogue : 75F0002MIF2005006
(gratuit).

Série de documents de recherche - Revenu : Enquête sur la Dynamique du travail et du revenu: questionnaire de l'interview sur le travail de janvier 2004, 2003, nº 7
Numéro au catalogue : 75F0002MIF2005007
(gratuit).

Série de documents de recherche - Revenu : Enquête sur la dynamique du travail et du revenu : questionnaire de l'interview sur le revenu de mai 2004, 2003, nº 8
Numéro au catalogue : 75F0002MIF2005008
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

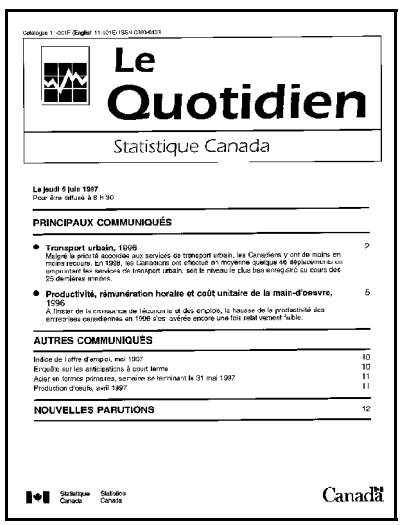
- Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997	10
Enquêtes sur les anticipations à court terme	10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997	11
Production d'œufs, avril 1997	11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.